

<https://www.pressegauche.org/A%CC%80-propos-de-la-deuxie%CC%80me-vague-de-Covid-19-en-Europe>



A propos de la deuxième vague de Covid-19 en Europe

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 10 novembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Si l'on observe les courbes d'évolution de la propagation du coronavirus (comprises non pas seulement comme les courbes de nouveaux cas positifs - la comparaison avec la première vague aurait alors peu de sens car il y a beaucoup plus de tests réalisés aujourd'hui qu'au printemps - mais également celles des admissions à l'hôpital, en soins intensifs, et des décès, ainsi que l'évolution du taux de reproduction du virus), la deuxième vague de la pandémie de Covid-19 en Europe s'annonce encore plus dramatique que la première.

28 octobre par Nathan Legrand

tiré de : [CADTM infolettre](mailto:bulletin-cadtm@cadtm.org) <bulletin-cadtm@cadtm.org>, le 2020-11-03

L'Italie, la France, l'État espagnol, la Belgique, qui ont figuré parmi les pays européens les plus touchés par la première vague (je laisse ici de côté le Royaume-Uni qui a adopté dès le printemps une approche très laxiste dans la gestion de la pandémie), se retrouvent de nouveau au milieu de l'œil du cyclone - et d'autres pays relativement peu touchés par la première vague comme les Pays-Bas ou l'Allemagne ne semblent pas épargnés cette fois-ci.

Du confinement au couvre-feu

Confrontées à une deuxième vague de propagation de Covid-19, les autorités de plusieurs pays européens ont opté pour des mesures moins strictes que les confinements du printemps dernier, variables selon les pays et administrations locales (tout comme les confinements du printemps dernier) mais généralement définies comme un couvre-feu : interdiction de sortir de chez soi après 21h, 22h, minuit, peut-être bientôt plus tôt encore, et jusqu'à 6h du matin. Ces couvre-feux font généralement suite à des fermetures décidées dans les semaines précédentes des bars et établissements de restauration après une certaine heure. Il y a fort à parier qu'ils seront accentués dans les prochains jours et prochaines semaines, et renforcés comme ils viennent de l'être en Belgique ou en Italie par des fermetures telles que celles des espaces culturels.

Le télétravail est « encouragé ». À part cela, c'est silence radio sur le quotidien des populations entre 6h et 19h. Autrement dit, aucune mesure n'est prise concernant la fermeture ou la limitation drastique des lieux de travail et d'études et l'application dans ces derniers de mesures d'hygiène strictes, alors même que plusieurs travaux soulignent que c'est là que se produisent plus de 50 % des infections, ou que des témoignages assez affolants circulent sur la propagation du virus dans les établissements scolaires (sans doute y a-t-il aussi de tels témoignages concernant les autres lieux de travail ; personnellement, j'ai surtout vu ceux concernant le milieu éducatif en Belgique).

Les discours des différents gouvernements et des représentant-e-s du patronat sont en fait assez clairs : il s'agit d'éviter à tout prix un nouveau confinement qui ralentirait l'économie. Les confinements du printemps, la mise à l'arrêt de secteurs d'activités « non-essentiels » englobant d'autres activités que celles qui sont arrêtées jusque-là dans la lutte contre la deuxième vague, la rupture des chaînes internationales de production (qui n'ont pas encore été entièrement rétablies), l'incertitude généralisée quant à l'avenir (qui n'est pas prête de s'amoinrir) ont provoqué ce qui est d'ores et déjà annoncé comme la pire crise économique de l'histoire du capitalisme.

Pour limiter la propagation du virus (et non l'arrêter totalement), les gouvernements se concentrent donc sur l'interdiction des temps de loisirs : le couvre-feu et la fermeture des bars et restaurants doivent permettre d'empêcher toute vie sociale hors du travail et de la sphère domestique ; cela a été accompagné d'un matraquage médiatique (au moins en Allemagne et en Belgique, mais j'imagine que ça a été le cas ailleurs) désignant les lieux festifs (fêtes

privées, bars, mariages...) comme les principaux lieux de propagation du virus. Si cette narration peut être accompagnée de témoignages réels (la ville relativement isolée de 6000 habitant-e-s dans laquelle je me trouve actuellement a été déclarée zone à risque suite à un mariage à l'issue duquel au moins deux tiers des 150 invité-e-s ont été testé-e-s positifs-ves), je n'ai pas encore vu d'études rapportant que 50 à 60 % des contaminations avaient lieu lors de telles fêtes - précisément parce que les travaux à ce sujet semblent indiquer que la plupart des contaminations ont lieu sur les lieux de travail et d'études.

Mais les contaminations peuvent donc continuer bon train sur les lieux de travail, sur les lieux d'études, dans les transports en commun utilisés pour se rendre sur ces lieux et pour rentrer chez soi ; pour les classes dominantes et les gestionnaires de l'État capitaliste, ce qui compte, c'est que l'économie continue de tourner.

Quand bien même la répartition des lieux de contamination (travail-loisirs) serait de 50-50, ou 45-55, ou 55-45, on ne saurait se satisfaire du fait que les nouvelles contaminations quotidiennes ne soient, grâce à ces couvre-feux, « que » de 20 000 au lieu de 40 000 en France, de 8 000 au lieu de 16 000 en Belgique, etc. : dans tous les cas, l'épidémie continue à se propager rapidement, les services hospitaliers vont rapidement se retrouver débordés, et des milliers de personnes vont mourir.

Pire encore : alors que les gouvernements avaient six mois pour se préparer, ils témoignent de nouveau de façon évidente de leur incompétence. Ce qui est mentionné ci-dessus et qui peut être caractérisé au mieux d'incohérence politique, au pire de politique criminelle, est palpable par à peu près n'importe qui 1) doit aller au travail tous les jours, risquant de se faire contaminer par ses collègues, ses camarades d'études, les personnes qu'il côtoie dans les transports en commun, 2) retrouve le soir les membres de son foyer qui ont pris les mêmes risques avec d'autres personnes, mais 3) est interdit de boire un verre avec un-e amie (pour discuter, par exemple, de la période pourrie que nous vivons). Comme avec les ordres et contre-ordres reçus lors de la première vague, cela contribue à une défiance légitime des populations vis-à-vis des gouvernements, mais aussi d'une défiance vis-à-vis des mesures nécessaires à prendre afin d'enrayer la pandémie. Avec comme possibles conséquences de rendre plus difficile encore la lutte contre celle-ci, et de nourrir les mobilisations organisées ou encouragées par des milieux conspirationnistes et d'extrême-droite contre les mesures d'endiguement.

Les classes dominantes s'organisent

Cette réponse à la deuxième vague de Covid-19 en Europe semble confirmer une hypothèse mise en avant par Andreas Malm dans *Corona, Climate, Chronic Emergency* (la traduction française est parue sous le titre *La chauve-souris et le capital* aux éditions La Fabrique), écrit pendant le confinement, en avril dernier. S'interrogeant sur les réponses différenciées des gouvernements à la crise climatique (les gouvernements n'agissent pas malgré des années consensus scientifique) et à la crise du coronavirus (en décrétant des confinements au printemps, les gouvernements agissent fortement - en tout cas à partir du moment où la pandémie existe, ce qui ne devrait pas nous faire oublier qu'ils n'ont pas agi dans les vingt années qui ont précédé alors que la communauté scientifique alertait sur les risques accrus de zoonose engendrés par le développement capitaliste, notamment par la déforestation et la consommation intensive de protéine animale, qu'elle soit d'origine sauvage ou d'élevage), il émet deux hypothèses qui peuvent expliquer pourquoi les gouvernements ont agi dans le second cas et pas dans le premier : d'une part, la chaîne de victimes du Covid-19 a été en sens quasi-inversé par rapport à la chaîne de victimes du réchauffement climatique (après la Chine et l'Iran, ce sont des pays du Nord qui ont été touchés en premier lieu) ; d'autre part et en lien avec cette première hypothèse, la pandémie a frappé trop vite, trop fort les États du Nord, empêchant les capitalistes d'organiser des stratégies visant à bloquer les efforts de mitigation et à continuer le business-as-usual (tandis qu'ils se sont organisés afin de lutter contre la mitigation du réchauffement climatique dès que le consensus scientifique et la prise de conscience ont commencé à se former, au cours des années 1980 et au début des années 1990, alors que les catastrophes dues au réchauffement étaient encore assez limitées au Nord). Les gouvernements des pays du Nord, mis sous pression par la communauté scientifique et l'opinion, ont porté le premier coup, les capitalistes étant, dans un premier temps, incapables de réagir face au virus.

A propos de la deuxième vague de Covid-19 en Europe

Depuis la première vague, les classes dominantes ont eu le temps de s'organiser et elles ont eu leur mot à dire pour la gestion de la deuxième vague. En fait, la volonté de déconfiner afin de permettre un rapide retour à la normale dans l'économie a été exprimé assez tôt durant le confinement ; dès que le gros de la crise sanitaire liée à la première vague était derrière eux, les gouvernements ont cédé à ces demandes en levant les confinements. Le patronat n'a sans doute pas eu besoin d'user de nombreux arguments : les gestionnaires de l'État peuvent se rendre compte par eux-mêmes qu'un confinement plus long ou un deuxième confinement leur coûterait des points de PIB supplémentaires - alors qu'ils estiment en avoir perdu déjà beaucoup trop.

La gestion annoncée de la deuxième vague, qu'on pourrait résumer par « Nos profits valent bel et bien plus que vos vies », apparaît alors aussi comme le résultat de nos défaites, de notre incapacité à nous organiser ces six derniers mois pour imposer aux gouvernements de considérer la santé comme une priorité. Mais rien n'est définitivement perdu. Au printemps, il a fallu attendre que les populations du Nord de l'Italie payent le prix fort de la crise sanitaire par des milliers de morts, il a fallu que des travailleurs et travailleuses menacent de faire grève ou cessent effectivement le travail pour que le gouvernement italien puis les autres gouvernements européens décrètent des confinements et mettent en place, bien que de façon trop faible, des mesures et « gestes barrières » permettant de limiter la propagation du virus. Cette deuxième vague semble encore en être à ses débuts. Si, dans les prochains jours, les services hospitaliers se retrouvent surchargés et les décès se comptent par milliers comme on peut malheureusement s'y attendre, une certaine pression pourra peut-être être exercée sur les gouvernements pour qu'ils prennent des mesures (au moins un peu plus) cohérentes, transparentes, efficaces, qui seraient comprises et acceptées par les populations afin d'enrayer la pandémie. Ce qui est catastrophique, c'est qu'une telle pression n'est nullement garantie (les syndicats et autres organisations ne semblent pas être en ordre de bataille sauf erreur de ma part - mais je n'ai pas de vision précise sur ce qu'il se passe dans l'ensemble des secteurs dans les différents pays d'Europe de l'Ouest) et dans tous les cas il semble inévitable que, de nouveau, des dizaines de milliers de personnes meurent avant un hypothétique changement de cap.

A propos de la Chine

Alors que c'est depuis la Chine qu'a commencé à se propager le virus, le pays ne semble pas avoir connu de deuxième vague pour le moment. Si je suis tout à fait enclin à croire que l'ampleur de la première vague a été largement passée sous silence par le gouvernement de Pékin (qui n'aurait alors pas été le seul à manipuler ses chiffres - rappelons-nous de la France qui, initialement, ne comptabilisait pas les personnes décédées en EHPAD, ou de l'Allemagne qui mentionnait systématiquement les pathologies préexistantes des personnes décédées comme cause des décès), il n'y a pas lieu de croire que l'existence d'une deuxième vague, d'ampleur suffisamment importante pour être considérée comme telle, ait eu lieu mais ait été masquée avec succès par le gouvernement (à moins d'imaginer un contrôle absolument total sur les moyens de communication vers l'extérieur - y compris de la part des étrangers vivant en Chine -, ce qui est tout de même peu probable).

D'après un reportage tourné par Arte au mois de septembre à Wuhan, le dernier cas signalé dans cette ville de 11 millions d'habitants d'où est parti le virus en décembre 2019 remonte au mois de mai. Le port du masque à Wuhan n'est obligatoire que dans le métro. Bien sûr, l'équipe de tournage a été surveillée par le régime chinois et sa mission documentaire s'est limitée à la ville de Wuhan, bien sûr, la date de la dernière infection est communiquée par un médecin qui a d'abord dû être autorisé par les autorités à répondre aux questions, bien sûr, ce documentaire d'Arte ne suit qu'un groupe de jeunes nouveaux riches (c'est tout bonnement insupportable) et ne s'engouffre pas dans les quartiers populaires de Wuhan où il serait intéressant de voir comment se passe la vie post-Covid. Il n'empêche : ce qui a été vu et rapporté par l'équipe de tournage d'Arte, qu'on peut difficilement considérer comme pro-Pékin, c'est l'image d'une métropole dans laquelle les habitants peuvent se réunir « comme avant » sans crainte d'être contaminés par une maladie infectieuse mortelle.

J'arrête là le « déminage » : je considère crédible que la progression de l'épidémie ait été extrêmement bien contrôlée en Chine, mais je ne peux pas en apporter la preuve irréfutable à quiconque estime cela impensable de la

A propos de la deuxième vague de Covid-19 en Europe

part d'une société dont le régime est autoritaire et pas du tout attractif, dont la population reste pauvre malgré l'enrichissement massif d'une petite partie de la société, et dont la culture et les modes de vie peuvent sembler, ou être imaginés, éloignés des nôtres.

Si le contrôle de l'épidémie est crédible, c'est aussi et surtout parce que les autorités chinoises ont pris des mesures drastiques pour lutter contre la propagation du virus (malgré une première réponse, en décembre 2019 et janvier 2020, qui a témoigné de ce qu'un régime bureaucratique autoritaire est capable de pire afin de faire avaler le mensonge d'une société idéale : passage sous silence de l'existence de la maladie dans un premier temps, arrestations et disparitions de personnels de santé lanceurs d'alerte, réponses désordonnées des différents niveaux de gouvernement ; ce qui est frappant dans cette phase initiale, c'est la répression et l'auto-censure des autorités locales qui préfèrent ne pas communiquer avec le gouvernement central car elles craignent d'être punies pour incompetence). Trois types de mesures semblent principalement avoir été mis en place par les autorités chinoises : des confinements très stricts de grandes parties de la population dans les zones où circule le virus ; une limitation des libertés de mouvement vers les zones à risque et hors de celles-ci ainsi que de l'étranger vers la Chine ; des campagnes de tests massifs et rapides dès qu'apparaît un foyer de contamination.

Il est évident que l'application très stricte de mesures de confinement et de limitations de la liberté de mouvement a été facilitée par l'existence d'un État policier, par son intériorisation, et par l'existence préalable de limitations à la liberté de mouvement, toutes choses que l'on ne saurait souhaiter. Mais 1) les États sont capables d'imposer des normes obligatoires dont le non-respect peut mener à des sanctions sans sombrer pour autant dans l'autoritarisme (cela implique d'avoir un État - il me semble clair que la lutte contre les pandémies, tout comme la lutte contre le changement climatique, signe l'arrêt de mort définitif de l'anarchisme / de l'autogestion comme unique option stratégique) ; 2) l'adoption de mesures cohérentes (par exemple un confinement et des protections adéquates pour toutes et tous plutôt qu'un couvre-feu et des filtres/masques payants) et transparentes doit permettre l'acceptation de l'état d'exception pour conjurer la catastrophe (et l'application raisonnée de sorties limitées sans devoir sombrer dans la bureaucratie et l'arbitraire de mesures telles que « l'autorisation de déplacement » en France) ; et 3) le confinement, l'acceptation des mesures par les populations et l'obligation de respect d'une quarantaine et de réalisation d'un test de dépistage pour les personnes entrant sur un territoire donné, devraient permettre de ne pas avoir à limiter formellement les libertés de mouvement des populations.

Quant à la politique de tests, il semble indiscutable que les pratiques revendiquées par l'État chinois sont à suivre. D'après le reportage d'Arte, les patient-e-s se faisant tester à Wuhan obtiennent les résultats quatre heures après avoir effectué le test - un délai durant lequel ils restent à l'hôpital, afin de permettre une prise en charge immédiate et d'éviter des contaminations supplémentaires en cas de test positif. Là où apparaissent de nouveaux foyers de propagation, la politique semble être de mener des campagnes de tests massifs et rapides : Le Monde rapportait le 25 octobre qu'une telle campagne avait été lancée la veille dans une zone englobant 4,75 millions d'habitant-e-s après qu'une travailleuse avait été testée positive. À en croire les chiffres (venant probablement du gouvernement chinois) rapportés par Le Monde, 2,8 millions de personnes avaient déjà été testées au bout de 24 heures, révélant 137 cas positifs. En Europe occidentale, j'ai eu écho de résultats de tests en 48h en Belgique autour du 20 août dernier (avant les derniers retours de vacances et l'approche de la rentrée, qui allaient conduire à une hausse du nombre de tests demandés). Une semaine plus tard, on était à 4 jours. Depuis cinq jours, la nouvelle politique officielle de la Belgique est de ne plus tester les personnes asymptomatiques car les capacités de test sont saturées. Tu parles d'un plan d'urgence...

Évidemment, une telle politique de confinement et de campagnes de tests massifs implique des revenus de substitution pour les travailleurs et travailleuses confiné-e-s, une intervention financière massive de l'État dans la santé et dans l'éducation (afin de permettre aux élèves de suivre des cours dans un environnement sécurisé et, lorsque c'est nécessaire, de disposer des moyens nécessaires pour suivre un enseignement à distance dans les meilleures - ou les moins mauvaises - conditions possibles). Le capital devrait payer pour ces politiques, par une taxe Covid et/ou par un maintien obligatoire des salaires des personnes confinées en puisant dans le capital des

actionnaires et/ou par n'importe quel autre moyen nécessaire.